DIAL 3664 - dossier « Paraguay 2023 »

PARAGUAY - « Élire le tyran » : Esperanza Martínez analyse les résultats des élections

Lautaro Rivera

vendredi 30 juin 2023, mis en ligne par Dial

Dimanche 30 avril se sont tenues au Paraguay des élections générales, avec l'élection des président et vice-président, de 45 sénateurs et 80 députés, avec leurs suppléants, de 17 gouverneurs des départements et des membres des assemblées départementales. Le Parti colorado, au pouvoir de façon quasi ininterrompue depuis 76 ans, à l'exception de la « parenthèse » de la présidence Lugo (2008-2012), est de nouveau sorti vainqueur des élections. Son candidat présidentiel, Santiago Peña est arrivé en tête avec 42,74% des voix, contre 27,48% pour Efraín Alegre, le candidat de la Concertation (gauche) et 22,91% pour Paraguayo Cubas. Le Parti colorado a aussi obtenu 23 sièges de sénateurs et 49 sièges de députés, il est donc majoritaire dans les deux chambres. Rien de nouveau, donc, sous le soleil politique paraguayen ? Les trois textes de ce dossier montrent qu'au contraire des choses bougent, même si les changements n'ont pas eu cette fois de résonance décisive dans les résultats électoraux. Ce troisième texte est un entretien avec Esperanza Martínez, sénatrice élue du Front Guasú (gauche), conduit par le sociologue argentin Lautaro Rivara. Il a été publié sur le site d'ALAI le 9 mai 2023.

Après une nouvelle victoire, contestée, du Parti colorado, ALAI s'est entretenue en exclusivité avec Esperanza Martínez, sénatrice élue du Front Guasú. Un système électoral peu fiable, une hégémonie incontestable et la place du Paraguay dans l'ouragan géopolitique.

Dans le pays encore secoué par le tremblement de terre électoral, ALAI a pu converser en exclusivité avec Esperanza Martínez dans le local de son parti, à Asunción. L'ancienne ministre de la santé de Fernando Lugo [1] et gagnante légitime des primaires de son parti se retrouve désormais l'unique sénatrice élue du Front Guasú, formation politique de gauche dont la représentation sera sévèrement réduite après les élections du dimanche 30 avril.

Comment se fait-il que deux citoyens sur trois n'aient eu que deux options pour voter, la droite ou l'extrême droite ? Peut-on avoir confiance dans le système électoral paraguayen discrédité, attaqué aujourd'hui par plusieurs des candidats battus ? Sur quoi s'appuie une hégémonie comme celle du Parti colorado, toujours indemne malgré le poids des sanctions états-uniennes ? Quelle place occupe cette nation enclavée dans les imbroglios de la géopolitique régionale ? Quelle est la part de l'influence régionale et quelle est celle de la singularité locale dans le phénomène que représente « Payo » Cubas ?

Nous savons qu'il est encore trop tôt pour faire un bilan exhaustif mais nous voudrions te demander quel est ton premier regard sur ce que vous avez vécu au cours de ces journées ? Quelle conclusion tirez-vous des résultats concernant les principales forces politiques après ces élections paraguayennes ?

Évidemment ce résultat était totalement inattendu. Il est toujours difficile d'affronter le Parti colorado, qui contrôle la machine électorale la plus importante de toute l'Amérique latine. L'Association nationale

républicaine (ANR) jouit de plus de 70 ans d'hégémonie. C'est une structure de parti-État qui utilise tous les moyens publics à son service, avec un système clientéliste et de prébendes, qui use de menaces, de récompenses et de sanctions envers les fonctionnaires. Cette dernière période a été terrible, surtout pour ceux qui travaillent dans le secteur de l'éducation et de la santé, les deux portefeuilles les plus importants. Nous avons constaté aussi le poids de la narco-politique, de l'argent mal acquis, qui a accru la corruption dans toutes les sphères lors des deux dernières élections, en particulier depuis l'arrivée au pouvoir de [l'ex-président Horacio] Cartes.

Face à cette perspective, en tant qu'opposition nous pensions que la seule stratégie possible pour pouvoir vaincre cette machine de guerre était une alliance de différentes forces. Notre candidat [Efraín Alegre, du Parti libéral radical authentique] avait aussi ses faiblesses : c'était un candidat qui se présentait pour la troisième fois, qui avait eu des difficultés lors des primaires de son parti, mais c'est lui qui a été vainqueur lors des primaires de la Concertation.

À cela s'ajoute la division au sein des forces et des bases du Front Guasú Ñemongeta qui a fait que, dès le départ, nous étions divisés. Nous avons vu la candidature de Jorge Querey, un camarade très proche, sénateur du Front qui s'est joint à la candidature présidentielle d'Euclides Acevedo comme candidat à la vice-présidence. Acevedo est une personnalité qui, dans sa jeunesse, a lutté contre la dictature d'Alfredo Stroessner mais qui, ces dernières années, a été ministre de trois présidents du Parti colorado y compris du président sortant Mario Abdo Benítez. Ni à son poste de ministre de l'intérieur ni à celui des affaires étrangères nous n'avons vu de sa part une action politique qui laisserait supposer qu'il se situe dans la sphère des progressistes. Ils ont créé cette division en soutenant des personnalités hors de la Concertation.

Finalement la candidature qui a fini par décoller, quelques semaines avant les élections, est celle de "Payo" Cubas, une personne de la droite fasciste, porteuse d'une forme d'anarchisme et usant d'une rhétorique anti-structures ; un personnage violent, agressif, capable de tout ce qu'on peut imaginer au sens strict du terme. Payo peut migrer de l'extrême droite à la gauche puis vers le centre, afin d'avoir un impact sur la population, surtout sur les jeunes, avec pour objectif de diviser les forces d'opposition. Car il est très clair que les forces de la Concertation ajoutées aux voix qu'a obtenues Payo font un total de 1 700 000 voix alors que le Parti colorado s'est maintenu à son plafond historique d'environ 1 200 000 voix.

Mais il y a d'autres éléments de contexte à prendre en compte. Depuis longtemps la droite paraguayenne poursuit la stratégie d'éradiquer définitivement le Front Guasú en tant que force de gauche. C'est là une histoire de décennies d'anticommunisme. Le gouvernement de Mario Abdo s'est même caractérisé par son abandon de tous les forums progressistes latino-américains. Il s'est retiré de l'UNASUR, il y a eu aussi le sujet de son intervention à la CELAC, l'exclusion du Venezuela du Mercosur, les relations avec Taïwan les politiques en relation avec Israël, etc. Un agenda très clair, influencé surtout par le gouvernement états-unien, s'est consolidé à l'intérieur du Paraguay. Le gouvernement états-unien a conduit, au cours de cette dernière année et demie, sa plus grande intervention depuis des décennies, avec sa campagne de soit-disant lutte contre la corruption. Son interventionnisme a contribué à ce que les bases du Parti colorado se resserrent autour de leur leader qui, d'une certaine manière, était attaqué, comme la souveraineté paraguayenne, par un gouvernement étranger. C'est à dire que nos vieilles revendications de souveraineté et d'indépendance ont été brandies par les Colorados comme si elles étaient leurs propres drapeaux.

La première analyse est dévastatrice. Il faut reconnaître l'échec de notre situation actuelle. Mais il me semble aussi que nous sommes face à l'occasion pour nous, le Front Guasú, comme pour d'autres forces progressistes qui nous sommes dispersés au fil du temps en de nombreux petits partis, peu solides, de repenser notre situation et de nous réorganiser. L'élection de dimanche n'a pas changé la réalité politique du Paraguay. La lutte contre les inégalités, contre la pauvreté, contre ce modèle économique qui concentre la richesse dans les mains de quelques familles, le problème de la réforme agraire – avec tant de personnes déplacées au fil des décennies –, les politiques néolibérales, cet endettement extraordinaire qui n'a pas satisfait les besoins essentiels, le travail informel, l'insécurité, en somme tout ce qui caractérise ces 70 années de « coloradisme », tout cela reste inchangé.

Nous qui sommes engagés dans les luttes du secteur progressiste avons traversé des situations pires, avec des camarades disparus, assassinés, en prison, exilés politiques ou avec, littéralement, l'extermination de différents groupes politiques et sociaux. Nous avons survécu à tout cela. Nous avons subi un coup d'État parlementaire [contre l'ancien président Fernando Lugo, en 2012]. Nos bases sociales, les personnes engagés dans les luttes sociales, sont toujours là, avec les mêmes besoins. Ce sur quoi nous devons nous interroger est comment concrétiser cette stratégie d'unité et comment repenser le travail territorial.

Je crois qu'un des manques de la gauche paraguayenne est notre échec à travailler dans les territoires, à réunir des organisations sociales, des secteurs ruraux, des villes, des jeunes. C'est une tâche, selon moi, qui doit être prioritaire. Et à quoi nous devons nous atteler dès la semaine prochaine. Je pense que le plus sain sera de nous réunir au sein des territoires avec nos camarades. Comme le disait ma mère, ce n'est pas pour rien que nous avons deux oreilles et une bouche. Nous devons écouter, écouter tout ce qu'ils ont à nous dire. Nous devons faire preuve d'humilité et d'un grand sens de l'autocritique pour pouvoir apprendre de nos erreurs.

Il n'est pas question de se reposer car ce n'est pas un problème électoral. C'est une lutte historique contre l'hégémonie d'un modèle qui, dans les dernières décennies, s'est renforcé sur tous nos territoires : Payo c'est Milei [2], Milei c'est Bolsonaro, et Bolsonaro c'est Trump. Nous avons tous eu droit à des personnages du même acabit. C'est pour cette raison que nous devons nous ouvrir aux rencontres, aux débats avec nos camarades latino-américains. Un poète paraguayen, mort pendant son exil en Argentine, Elvio Romero, dans un poème écrit à l'époque de la dictature, disait : « Eux ils meurent de peur et nous d'espoir ». Je crois que ce n'est pas la fin ni de l'espoir, ni de la lutte, ni de l'organisation de nos camarades. Nous devons seulement repenser comment nous pouvons faire mieux.

Je voudrais t'interroger, avant d'approfondir l'analyse de chaque force politique et de chaque candidature, sur la qualité relative du système électoral paraguayen. Nous avons pu, à ALAI, suivre les activités du Tribunal supérieur de justice électorale, sur lequel planaient quelques doutes, critiques et observations émanant de diverses sphères internationales. Le dimanche même des élections nous avons pu constater certaines microfraudes dans les centres de vote. Croyez-vous que ces manœuvres et manipulations ont été significatives pour expliquer le résultat électoral dans son ensemble ? Et que pensez-vous des plaintes déposées par Efraín Alegre et Euclides Acevedo lui-même, qui ont soutenu la demande de recompter les votes, et qui pourraient éventuellement remettre en cause les résultats ?

Je crois que dans le système électoral créé par le Parti colorado, il est difficile de prouver la corruption. Il est possible qu'on recompte les votes des différents bureaux sans trouver de grandes différences car il s'agit d'un processus irrégulier qui commence des mois avant les élections. Car il s'agit, comme je l'ai dit, d'un parti-État, d'un modèle patrimonial où tout ce qui est du domaine public devient une ressource privée du parti. Au Paraguay malheureusement, nous n'avons pas pu établir la notion de droit. Les gens considèrent que leurs droits passent par le secteur politique, qu'il s'agisse d'avoir accès à un lit pour des soins intensifs, un médicament pour le cancer, ou d'avoir un poste de maîtresse d'école, de médecin ou d'infirmier. Tout passe par la médiation politique, raison pour laquelle les gens se trouvent dans l'obligation de s'affilier au parti de gouvernement.

Ces derniers temps ont été réactivés, comme à l'époque de Stroessner, les « coordinations » au sein du système public : ces associations coordonnent les médecins colorados, les ingénieurs colorados, les avocats colorados, les architectes colorados : elles les organisent, les récompensent, etc. Il y a donc d'énormes inégalités en termes de ressources. Par ailleurs il y a aussi le problème de l'argent. Nous avons ici une loi de financement qui est ridicule. On dit qu'on va dépenser cent, on envoie les factures et ça s'arrête là. Il y a donc une asymétrie de ressources, pour le financement, l'accès à la publicité, l'utilisation des moyens de communication, concentrés entre les mains de trois ou quatre groupes économiques. Le groupe Cartes a ses propres médias et exerce un contrôle social par l'intermédiaire de ses réseaux, des moyens de communication, de l'emploi public, de la fourniture de services, etc. Tout ce système est profondément ancré dans la culture populaire paraguayenne. Cela n'est pas mal vu, c'est la partie naturalisée d'un système de corruption.

Cela créé un appareil presque invincible, auquel s'ajoute la puissance mobilisée le jour même des élections qui va de l'achat de cartes électorales jusqu'au vote assisté. Si tu sais que des personnes vont voter pour ton adversaire, tu leur achètes leurs cartes électorales our qu'elles n'aillent pas voter. Ou tu « disperses le vote », tu envoies les gens voter dans une circonscription différente de celle où ils votent habituellement. Nous avons une liste interminable de microfraudes mises en place, qui sont finalement très difficiles à prouver et qui expliquent en partie le soutien de ce vote dur, de cette structure qui monopolise presque un million de vote ou plus. Mais je ne pense pas que ce système frauduleux explique à lui seul le résultat. Cela explique effectivement que les Colorados aient conservé leur socle de voix en dépit de leur détérioration en tant que parti et de leur crise interne. Mais leur grande stratégie a été de diviser les voix de l'opposition. C'est très clair : avec les voix de Payo plus celles de la Concertation, nous aurions gagné les élections.

Je voulais vous interroger justement sur cette figure si particulière qu'est Paraguayo Cubas ? Vous le compariez vous-même à d'autres personnages émergents des droites latino-américaines et caribéennes. Mais il semblerait que Payo soit quelque chose de plus ; un personnage encore plus conservateur, récalcitrant, histrionique, si c'est possible, qui a soutenu des propositions aussi rétrogrades que celle d'interdire par décret les césariennes dans les hôpitaux du pays. Son parti, Croisade nationale, a cependant obtenu un résultat électoral très favorable, et nous avons même pu constater lors de la mobilisation qu'il a convoquée que ses bases de soutien sont clairement populaires, avec un ancrage au sein des classes laborieuses rurales et urbaines du pays. Quels sont les éléments d'identification positive que trouvent en lui les Paraguayennes et les Paraguayens hormis le fait qu'il mobilise de manière caractéristique certaines passions tristes ?

Je crois qu'il s'agit d'un figure clairement antisystème qui a un impact dans une société historiquement contrôlée, une société conservatrice, pacifique, soumise. N'oubliez pas que tous nos bourreaux ont été élus. Le mécontentement et la rage sont présentes mais cette rage et ce mécontentement ont du mal à se traduire en une organisation, en une organisation qui finisse par affronter les vieilles structures. C'est là que Payo apparaît, comme une sorte de leader antisystème qui menace d'en finir avec tout. Lui fait ce que nous voulons parfois faire mais que nous, nous ne pouvons pas faire, des choses que nous ne nous permettons pas dans la réalité.

Je crois que l'identification à cette logique antisystème est forte. Si nous analysons qui sont les gens qui ont voté pour lui, nous voyons qu'il s'agit d'un grand nombre de personnes qui n'ont pas voté en 2018, qui sont restées chez elles avec leur colère, qui ont tout suivi sur les réseaux sociaux. Il s'agit de personnes qui ne sont pas allées manifester quand les professeurs ont été renvoyés, pour demander des augmentations de salaire ou aux côtés des indiens qui luttent pour leur terre. Ils ne sont pas dans les manifestations mais partagent la rage qu'ils voient incarnée dans ce personnage, sans que leur importe la cohérence de son discours ou que ce qu'il propose soit la dictature. Il dit qu'il ne croit pas dans les institutions mais se présente aux élections : c'est comme une sorte d'anarchiste qui finit par devenir un acteur principal de la démocratie républicaine, avec toutes ses contradictions.

Maintenant, abordons le sujet du Front Guasú à proprement parler, de ce large spectre des gauches et des progressismes. Vous expliquiez précédemment comment le Front s'est divisé entre deux alternatives électorales et deux stratégies politiques différentes. Tandis qu'un secteur a soutenu la candidature d'Efraín Alegre, formant alliance avec les libéraux, un autre secteur a soutenu la candidature d'Euclides Acevedo, hors Concertation. Les résultats semblent indiquer que les deux tendances ont échoué, du moins au niveau électoral. Croyez-vous que le fait que les deux lignes aient été confrontées à un échec similaire pourrait faciliter une forme de réunification dans le futur ? Le Front pourra-t-il conjurer les dangers de la dispersion ?

Je crois que le Front va se recomposer. L'échec vient de l'incapacité à travailler ensemble pour élaborer les listes aux législatives car les divergences ne concernaient que la candidature présidentielle. Au début nous avons fait un pacte politique pour que chacun puisse soutenir son candidat. Mais certains secteurs de notre mouvance ont fini par nous attaquer, en une campagne fratricide. Nous n'avons même pas réussi

à nous asseoir pour prendre une photo ensemble.

Finalement il y a eu aussi la situation avec Lugo, qui a été utilisée à un moment donné ; parfois même pour arguer de son incapacité à continuer à exercer ses fonctions. Bref, une série de situations réellement désagréables qui ont fini par décontenancer nos propres bases. Peut-être que si la figure de Payo n'avait pas surgi lors des trois dernières semaines, nous aurions pu améliorer un peu nos résultats. Mais je pense qu'un secteur important va se reconstruire : je ne sais pas si cela sera le cas pour tous car certains en sortent plus endommagés et portent une responsabilité particulière dans le processus de division. Mais je crois que va venir une refondation pour redéfinir le type d'instrument politique qui va nous réunir dans les prochaines années.

Voyons maintenant le contexte international. Il existe un mythe très répandu qui assure que les pays petits et pauvres seraient sans importance d'un point de vue géopolitique. Cependant nous avons vu que l'action des États-Unis a été décisive lors de ces élections. Nous avons vu aussi que Taïwan et la Chine étaient très intéressés à poursuivre, ou à établir selon le cas, des relations politiques et diplomatiques avec ce pays. Quelle est l'importance relative du Paraguay dans le contexte de la géopolitique régionale ? Pourquoi les grands acteurs mondiaux manifestent-ils tant d'intérêt pour ce pays ?

Je crois qu'après l'accession au pouvoir de [Gustavo] Petro en Colombie, qui a toujours été un axe important de la politique états-unienne en Amérique du Sud, le Paraguay devient maintenant une sorte de seconde Colombie avec des caractéristiques similaires, autant pour la présence du narcotrafic et la soit-disante « lutte contre les drogues » que pour sa situation géographique. Même si notre pays est petit, pauvre et dépendant, il a une position centrale, entre le Brésil, l'Argentine, la Bolivie, le Chili et l'Uruguay. Ce n'est pas pour rien que nous avons une ambassade états-unienne avec presque dix niveaux sous terre, dans un bâtiment qui fonctionne, je crois, comme un centre de renseignement pour toute la région. Aujourd'hui, les bases militaires ne sont plus aussi nécessaires qu'auparavant. Aujourd'hui l'hégémonie est donnée par l'information, par les services d'intelligence.

Ce qui importe maintenant plus que tout, c'est la menace d'un conflit multipolaire avec la Chine et son impact en Amérique, un thème que précisément notre candidat, Efraín Alegre, avait abordé en proposant d'établir des relations avec la Chine. Actuellement nous sommes le seul pays d'Amérique du Sud qui a des relations avec Taïwan. Ils ne sont que trois dans toute l'Amérique latine. Il en va de même de nos relations avec Israël et de la situation en Palestine, sans parler du rôle de Mario Abdo Benítez comme porte parole anti-bolivarien dans tous les forums internationaux. Nous avons été le seul pays qui a fourni de l'« aide humanitaire » au Venezuela [référence à la tentative d'occupation du pays depuis la frontière colombienne en février 2019] : même Bolsonaro ne s'est pas risqué à le faire.

En raison de sa faiblesse politique et du contrôle historique du Parti colorado, le Paraguay est devenu une sorte de bastion. Nous savions qu'après 70 ans, changer ce type de polarité ne serait pas facile. C'est la raison pour laquelle l'intervention des États-Unis s'est ouverte sur le sujet du narcotrafic, en présentant Cartes comme « significativement corrompu », etc.

La Communauté européenne a fait de même avec son intervention appelée « A ultranza », qui a opéré plus de 800 perquisitions et saisi de nombreux chargements de cocaïne qui arrivaient du Paraguay en Europe. Il y a un intérêt à continuer à soutenir une droite asservie à la politique étrangère états-unienne, à quelques nuances près au nom du contrôle de la corruption, mais en maintenant le modèle économique et l'endettement de ce gouvernement, qui va sûrement continuer. Pour l'agrobusiness, la dette, le modèle politique, le contrôle de la région, ce n'était pas qu'une élection de plus pour l'empire.

J'aimerais maintenant vous poser des questions sur des acteurs importants historiquement au Paraguay, sur le paysannat et les peuples indiens, en partant du fait que le pays est toujours l'un des pays avec le plus fort pourcentage de population rurale de tout notre continent. Quelle est la situation des zones rurales du pays ? Quels sont les principaux problèmes que doit affronter le paysannat ? Quelles politiques mettriez-vous en place en faveur d'un secteur aussi

durement affecté par l'agrobusiness et les politiques extractivistes ?

Au Paraguay persiste le problème de la dette de toutes ces terres que nous appelons mal acquises, sept ou huit millions d'hectares qui ont été offerts par le dictateur [Stroessner], surtout à de grands latifundistes et même au capital étranger. Durant ces 20 dernières années, la consolidation du modèle agro-exportateur, disséminé dans tout le Paraguay rural, a provoqué la migration intérieure et extérieure. Actuellement dans le département Central, autour d'Asunción, il y a près de 1 500 campements dans des conditions aussi précaires que dans les zones rurales que celles des zones rurales. C'est à dire que les paysans ont migré vers la périphérie de la capitale, avec même des niveaux de pauvreté plus importants car au moins à la campagne, on peut cultiver pour avoir quelque chose à manger. Ce modèle alimente la délinquance, avec des enfants qui vivent dans la rue, le travail au noir, la croissance du nombre de tueurs à gage, avec aussi l'arrivée de drogue de mauvaise qualité dans les communautés, etc.

Par ailleurs, les personnes en lutte pour la terre ont été systématiquement poursuivies, exterminées, criminalisées. Plus de 3 000 paysans ont été arrêtés pour avoir envahi des terres. Nous avons une loi, la loi Zavala-Riera, votée lors du dernier mandat, qui punit ces faits de presque dix ans d'emprisonnement et ne permet pas de sortir nos camarades de prison. C'est-à-dire que l'oligarchie s'est endurcie et cela a fini par affaiblir les organisations paysannes. Une d'entre elles est Paraguay Pyahura, ce qui signifie « Nouveau Paraguay » en guaraní, une des organisations avec la plus longue trajectoire idéologique et politique, la plus forte organisation et discipline qui a eu, durant 29 ans, une position anti-électorale, mais qui a participé aux efforts d'unité pour ces élections et qui, en ce moment, est en passe de s'intégrer aux forces progressistes, pour travailler main dans la main avec les paysans et les communautés indiennes.

Nous attendions beaucoup du dernier gouvernement, même si nous savions qu'il n'allait pas être aussi progressiste que nous le voudrions, mais il s'était engagé à faire intervenir l'INDERT, l'organe public qui gère la remise des terres pour la réforme agraire mais qui est quasiment aujourd'hui une société immobilière privée. Le gouvernement s'était engagé avec nous à renforcer l'agriculture familiale par le biais du vice-ministère en charge du sujet, et nous collaborions avec cette entité pour élaborer le projet gouvernemental. Nous avions donc la promesse et l'espoir d'avancer sur quelques points, mais nous sommes désormais face à une situation plutôt désolante.

C'est la ligne la plus dure du Parti colorado qui a gagné, c'est elle qui contrôle l'institution judiciaire, raison pour laquelle nous pensons que se profile une période difficile de persécution de nos camarades. Le panorama n'est pas encourageant, loin s'en faut. Mais c'est ce qui nous attend et nous devrons avoir l'intelligence nécessaire pour travailler ensemble malgré nos différences et nos erreurs. Aucune lutte n'est solitaire. En ce qui me concerne, je ne crois pas aux Messies, je ne crois pas aux grands détenteurs de la vérité et je ne crois pas qu'une seule personne puisse résoudre le problème. Les figures des grands leaders sont une aide, sans aucun doute, mais ce dont nous avons besoin c'est d'un travail collectif et territorial d'organisation qui implique aussi la jeunesse. Nous devons nous adresser aux nouvelles générations. Nous, nous sommes déjà usés pour de nombreuses raisons ; nous devons créer les conditions pour que surgissent 100, 200, 300 leaders nouveaux au Paraguay, progressistes et de gauche, pour qu'ils forment une nouvelle avant-garde dans notre pays.

Pour terminer, je voulais avoir votre avis sur les relations entre le Paraguay et ses voisins latino-américains. Nous avons eu une longue histoire, conflictuelle même, au cours de laquelle nos gouvernements eux-mêmes ont été responsables de certains maux historiques du pays. De fait – noblesse oblige – ni l'Argentine, ni l'Uruguay, ni le Brésil n'ont jamais mis en place de politiques officielles de réparation pour les coûts de la guerre de la Triple-Alliance. Ces liens, complexes et conflictuels, se perpétuent de façon différente, jusqu'à aujourd'hui. Au mois d'août va être renégocié l'accord vital sur le barrage d'Itaipu avec le gouvernement de Lula da Silva au Brésil. Nous avons aussi une relation très étroite entre l'Argentine et le Paraguay, avec notamment la question migratoire et la souveraineté partagée sur les grandes artères fluviales du Cône sud. Comment considèrez-vous cette relation du Paraguay avec les pays limitrophes ? Quelle réflexion vous inspire cette seconde vague progressiste ? Et, si le cas se présentait, que pourrions-nous faire, nous, les autres pays de la région, pour soutenir, accompagner votre pays

de notre solidarité ?

En premier lieu il faut reconnaître que l'Argentine accueille les populations migrantes paraguayennes depuis des décennies, depuis l'époque de la dictature. Personnellement je suis toujours reconnaissante envers le peuple argentin. Plus encore, quand j'étais ministre de la santé, j'ai remis une plaque à la présidente Cristina Kirchner au nom du ministère de la santé paraguayen. Je suis émue quand je pense à tous les Paraguayens qui sont obligés de passer la frontière pour bénéficier de simples analyses ou d'une opération basique. Cet exode a été reçu le plus souvent avec une grande solidarité et ce, depuis des décennies. Il est vrai que notre histoire est conflictuelle mais nous avons aussi une histoire de réparations et de réconciliation qui est due peut-être aux affinités entre nos familles, à cette grande patrie dont nous avons toujours rêvé. Peut-être avec le Brésil est-ce plus limité en raison de la langue et, avec l'Uruguay à cause de la distance, mais avec l'Argentine notre intégration sociale est très forte.

Il en va autrement des décisions des gouvernements. Au sein du Mercosur, par exemple, nous n'avons pas encore réussi à mettre en place des mécanismes qui permettraient de prendre en compte les asymétries qui affectent les pays les plus petits comme le Paraguay ou l'Uruguay, ou, en son temps aussi, la Bolivie, qui a émergé dernièrement avec ses gouvernements progressistes. Il y a là beaucoup à dire. Avec le Brésil nous sommes en attente des renégociations d'Itaipu, cinquante ans après. Nous avions rêvé à un moment qu'elles auraient lieu entre Lula et Lugo, avant sa maladie. Dans ce contexte, nous espérons que le Brésil nous aidera car nous n'avons aucune confiance en nos propres représentants paraguayens, nous craignons qu'ils finissent par abdiquer notre souveraineté, comme ils l'ont déjà fait par le passé, en la vendant pour des miettes.

En tant que force progressiste nous croyons que nous devons renforcer les liens d'intégration. Nous devons nous unir dans les luttes, dans la solidarité de nos peuples, au-delà même de ce que feront les gouvernements et les groupes de pouvoir. Dans ce processus de reconstruction que nous allons connaître dans le pays, les rencontres, les échanges avec nos camarades latino-américains seront importants, car nous avons parfois besoin de facilitateurs, de personnes qui nous aident à unifier nos positions différentes. Ne nous laissez pas seuls, car la vie va être très dure ici dans les années à venir.

– Dial – Diffusion de l'information sur l'Amérique latine – D 3664.
– Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.
– Source (espagnol) : ALAI, 9 mai 2023.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] Au pouvoir de 2008 à 2012 – note DIAL.

[2] Javier Milei est un économiste et politique argentin d'extrême-droite, candidat aux élections présidentielles argentines d'octobre 2023 – note DIAL.